



Mobilisation plutôt timide à Saint-Denis alors que les syndicats misaient sur une action de très grande ampleur.

2 000 personnes contre « la casse du service public »

Alors que les syndicats misaient sur une manifestation de très grande ampleur, un peu moins de 2 000 personnes seulement ont défilé hier dans les rues de Saint-Denis pour dire non à la casse du service public. Ils étaient un peu plus nombreux dans les rues de Saint-Pierre autour des mêmes revendications.

Dans un contexte très difficile marqué par des régressions sociales et des réformes tous azimuts, un peu moins de 2 000 personnes seulement ont défilé hier dans les rues de Saint-Denis à l'appel d'une intersyndicale très large.

Une mobilisation plutôt timide alors que les syndicats misaient sur une manifestation de très grande ampleur. A l'instar de ce qui s'est passé en février 1997 et mai 2003 lorsque l'index de correction était sérieusement menacé. Mais depuis, des tonnes d'eau ont coulé sous les ponts. Et il semble de nos jours de plus en plus difficile de mobiliser malgré un contexte qui n'épargne pas grand-monde.

L'intersyndicale avait promis de faire de ce 15 mai « un jeudi noir » pour le gouvernement. En

transit à Gillot, le secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, Yves Jégo, n'a pas dû voir les choses de la même couleur d'autant que l'estimation policière faisait, à la même heure, état d'un peu moins de 1 200 manifestants dans les rues de Saint-Denis.

« Quoi qu'on en dise, je pense qu'on a réussi notre coup puisque bon nombre d'administrations fonctionnent au ralenti ou pas du tout. La mobilisation d'aujourd'hui est satisfaisante mais peut-être pas suffisante pour faire reculer le gouvernement. Ce n'est qu'un début.

« On a tous en ligne de mire la date du 22 mai où il sera question de dénoncer la réforme sur les retraites. Comme j'ai eu l'occasion de le dire, le combat ne s'arrête pas à cette seule journée de grève », souligne Jean-Claude

Bénard de Solidaires. Déjà présent en 1997 et 2003, ce dernier note avec justesse « la forte présence » des jeunes regroupés sous la bannière de Réunion-Ce ou de l'UNL-Réunion.

« Pas question de tomber dans ce piège »

« C'est ma grosse satisfaction du jour. On sent bien que les jeunes Réunionnais ont envie de prendre leur destin en mains et de préparer sereinement leur avenir. Quand la jeunesse s'empare de son avenir, c'est toujours une bonne chose », dit-il. Placés volontairement en tête du cortège, les jeunes lycéens et

étudiants ont, indéniablement, apporté une note festive à ce défilé bon enfant. De leur imagination débordante sont sortis de nombreux refrains et autres slogans hostiles à Xavier Darcos, le ministre de l'Education.

« Derrière la suppression annoncée de plusieurs centaines de postes, c'est tout le système de l'Education nationale qui est remis en cause. Le gouvernement veut arriver à une "américanisation" du système éducatif français avec d'un côté un enseignement privé pour les plus riches et de l'autre un enseignement public pour les plus pauvres. Où est l'égalité des chances dans cette politique d'élite », se demande Hervé, lycéen à Bellepierre.

A ses côtés, Jean-Louis, fonctionnaire hospitalier, le rejoint

volontiers. « Si on ne fait pas attention, le gouvernement actuel nous mènera tout droit vers la privatisation des services publics.

« Au niveau hospitalier, alors que la population augmente de façon sensible, le gouvernement s'entête à supprimer de nombreux postes. Ce qui n'est pas sans conséquence sur la qualité des soins. On ne pourra pas continuer à assurer notre mission dans ces conditions », assure notre interlocuteur.

A la mi-journée, après avoir décliné l'invitation d'Yves Jégo, l'intersyndicale a déposé une motion en préfecture dénonçant en gros la casse du service public. « Entre le projet de loi sur la mobilité, la suppression de postes dans les différentes administrations, les restructurations

et la privation des services publics, il y en a de quoi être inquiet, insiste Jean-Claude Bénard. Les fonctionnaires ne sont pas les seuls responsables des difficultés de la nation. Ce n'est pas un hasard si le gouvernement a décidé de lancer toutes ces réformes en même temps. Il y a une volonté de destabiliser et de diviser les citoyens. Pas question de tomber dans ce piège, comme disent les jeunes la seule solution c'est la manifestation ».

Après plusieurs prises de parole dans les jardins de la préfecture, les manifestants se sont dispersés dans le calme. Non sans avoir pris rendez-vous pour le 22 mai où il sera question des retraites avec un défilé mixte public-privé.

Michel ZITTE

Réactions de syndicats... Réactions de syndicats...



le personnel, les conditions de travail se dégradent. L'accueil des usagers aussi. Les malades deviendront des marchandises avec des codes-barres. A travers les soins, on ne verra que leur tarification. On ne peut pas laisser faire cela. Nous sommes un service public et nous avons une obligation de soins.»

■ Gilles Laperlier, UNEF : « Nous dénonçons la casse du service public. Si on diminue l'offre des lycées et les bagages des élèves, quelles perspectives d'avenir laisse-t-on aux étudiants ? Le pouvoir d'achat étudiant est en baisse. On doit nous accorder les moyens de réussir dans de bonnes conditions.»

■ Eric Soret, FSU : « Nous sommes présents aujourd'hui (hier) pour, d'abord, la suppression de postes dans la fonction publique en générale et l'Education nationale en particulier. 20 000 suppressions de postes par an sont prévues soit un professeur sur deux. Nous sommes contre

cette décision du gouvernement qui génère d'importantes conséquences. L'éducation va forcément être dégradée avec une augmentation d'élèves dans les classes, et une non-prise en charge des difficultés scolaires. Le ministre impose des réformes successives sur le programme ou le temps scolaire à travers des pseudo-concertations. A la Réunion, nous sommes concertés quand la décision est arrêtée. Nous déplorons également la mise en place du service minimum imposé aux collectivités. Cette mesure sert à casser la grève. Je considère que c'est une forme de pression imposée aux communes. Fort heureusement, à la Réunion, seules 4 municipalités sur 24 ont suivi la règle.»

■ Cécile Cheze, SAIPER : « Les professeurs du premier degré s'associent à ceux du second degré pour lutter contre les réformes dont est victime l'Education nationale. Les nouveaux programmes instaurés sont issus de méthodes d'un autre temps. Aucune ré-

flexion pédagogique n'a été faite. Les personnels précaires des écoles sont écœurés de la politique actuelle. Lors du concours des professeurs des écoles interne, 400 assistants d'éducation étaient en lice pour seulement cinq places. C'est plus dur que le concours pour l'ENA. De plus en plus d'enseignants et personnels de l'Education nationale sont dans la précarité, ils ne voient pas de sortie.»

■ Gilbert Ognard et Eric Marguerite, FO : « Nous sommes en désaccord avec la politique menée par le gouvernement. Les populations les plus exposées sont les petits comme les retraités. Ils souffrent de cette politique néfaste de casse sociale. La démocratisation d'aujourd'hui est en danger, la loi sur l'OGM que le gouvernement veut faire passer en force est une illustration parfaite.»

■ Jean-Odel Ourmana, FCPE : « Nous nous battons contre le manque de personnel dans les écoles. Nous disons "non"

aussi à la création d'un site "bas élèves" qui répertorie et fichet tous les élèves et leurs parents. Les parents d'élèves sont manipulés, ils n'ont ni été informés, ni concertés de cette mesure. Nous voulons aussi dénoncer la pression exercée sur les lycéens par certains chefs d'établissements.»

■ Jean-Louis Belhote, CFDT : « Cette grève du 15 mai est unitaire, nous sommes tous rassemblés pour la sauvegarde du service public. Nous sommes présents pour les suppressions de postes dans la fonction publique, contre les non-remplacements des départs à la retraite. Nous refusons les réformes faites sans concertation, la diminution des effectifs dans tous les services publics alors que les demandes des usagers, elles, augmentent. Prenons par exemple la hausse des élèves à la Réunion. Nous souhaitons l'arrêt des suppressions de postes et « la restauration du dialogue social ».

■ Jean-Michel Doxidive, UNSA : « On est là pour sauver le

service public. Le gouvernement est en train de le détruire, de le précariser avec notamment l'instauration de CDD dans la fonction publique. Contrat qui n'existait pas avant. Les suppressions de postes et de services aux impôts ou dans l'Education nationale présagent des mauvaises qualités de services. Chez les fonctionnaires de police aussi on subit des diminutions d'effectifs. Avec une prévision de 20 postes de policiers en moins, ce qui équivaut à la fermeture d'un poste de police entier.»



« Le rapport Larcher met en œuvre une logique d'entreprise privée strictement financière. Il prévoit des regroupements d'hôpitaux, des réductions d'activités comme la chirurgie et l'obstétrique. Cela pose aussi de gros soucis pour

Les lycéens veulent « la peau de Darcos »

En tête de cortège de la manifestation de Saint-Denis, une centaine de lycéens. Regroupés derrière leurs bannières, ils donnent le ton du défilé.

A grands coups de tambour improvisé et de slogans « Darcos t'es foutu, la jeunesse aura ta peau » ou de « Lycéens en colère », les adolescents grévistes mettent l'ambiance.

Les lycéens dionysiens (Bellepierre, Georges-Brassens, Leconte-de-Lisie, Amiral-Lacaze) accompagnés de ceux de Sainte-Marie (Le Verger) et de Saint-André (Sarda-Garrigua) représentent la majeure partie de ces manifestants.

« C'est vraiment dégueulasse »

Leur indignation face à la politique budgétaire du gouvernement que subit essentiellement l'Education nationale se ressent dans leurs propos.

« Au lieu de nous donner les moyens d'avancer, ils nous les retirent en supprimant des postes de professeurs. C'est dégueulasse, lance Paul Bossard, élève de 1ère scientifique au lycée Sarda-Garrigua de Saint-André, tenant fermement sa banderole. Avec entre 30 à 35 élèves, les classes sont déjà chargées, les programmes sont lourds et rarement terminés. Il y a de moins en moins de scientifiques en France, et cela car on dégoûte les sciences aux élèves. C'est un gouvernement élitiste qui rogne la fonction publique alors qu'elle est le pilier de la France. Un pays où les riches



Les lycéens, motivés et « en colère » ont ouvert le cortège hier matin à Saint-Denis.

sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres. C'est vraiment dégueulasse.»

Gregory Gracienne, élève de 1ère du lycée de Bellepierre est en tête de file.

« Nous sommes là pour nous battre contre les réformes du

ministre de l'éducation nationale, Xavier Darcos, s'égosille-t-il. En tant que futurs étudiants, nous sommes contre la privatisation de l'Université et contre la précarité qui s'installe dans l'Education nationale. » Ophélie La Porte est également au lycée

de Bellepierre. Élève en terminale littéraire, face au cortège, elle fait office de chef d'orchestre, donnant le tempo aux manifestants.

« Nous luttons contre les suppressions de postes qui entraînent une détérioration de l'offre

de l'éducation nationale avec des options en moins et un accès à la culture affaibli. Nous sommes de plus en plus conditionnés. Et on ne se laissera pas faire », assure-t-elle.

Xavier Darcos est prévenu.

J.B.

En coulisses

■ **Les socialistes en force.** Nombre d'élus socialistes ont défilé aux côtés des salariés de la Fonction publique. Autour de Gilbert Annette, maire du chef-lieu et secrétaire fédéral du PS, on remarquait Emmanuel Hoarau, Maxime Assaby ou encore Ericka Baxeims.

■ **Bellepierre en tête.** Les lycéens de Bellepierre ont ouvert le défilé alors que le Saiper (syndicat des instituteurs et professeurs des écoles), qui a retrouvé sa place dans l'intersyndicale, fermait la marche. Didier Debals et ses amis étaient facilement remarquables à leurs habits... noir.

■ **Bus perturbé.** Les usagers du réseau Citalis ont du prendre leur mal en patience hier. La rue de Paris totalement bloquée, les bus ont changé leur itinéraire au grand dam d'une clientèle totalement pris de cours. Les choses sont rentrées dans l'ordre en milieu de matinée.

■ **Verbalisé.** Les policiers n'ont pas tous fait grève hier. Un chauffeur de taxi l'a appris à ses dépens. Il s'est fait verbaliser rue Félix Guyon alors qu'il avait emprunté la voie réservée aux bus. Il n'y a pas de petit profit même un jour de grève.

■ **Boycott.** Comme prévu, l'intersyndicale ne s'est pas rendue au rendez-vous fixé par le secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, Yves Jégo. « Il a visiblement cherché à nous diviser en invitant seulement deux des sept partenaires de l'intersyndicale », confie un représentant syndical.

PRES DE 2 000 MANIFESTANTS A SAINT-PIERRE

Les jeunes ouvrent la marche

La marche de protestation contre « le démantèlement de l'éducation nationale et la casse du service public » a rassemblé hier près de 2 000 manifestants. Un cortège où les jeunes ont fourni le gros des troupes.

Près de 2 000 manifestants, 1 500 selon la police, sont descendus dans la rue hier à Saint-Pierre. Une réussite saluée par l'Union lycéenne, les syndicats d'enseignants et de fonctionnaires et la fédération des conseils de parents d'élèves qui avaient appelé à cette marche de protestation contre « le démantèlement de l'éducation nationale et la casse du service public. »

Les jeunes ont fourni le gros des troupes pour battre le pavé

en ce joli mois de mai. Preuve qu'après un démarrage plutôt timide à La Rivière Saint-Louis, l'Union lycéenne a su en quelques semaines s'implanter dans les autres établissements du Sud. Hier, les lycéens d'Ambrôise-Vollard (Terre-Sainte) de Pierre-Poivre et Vincendo (Saint-Joseph), de Roland-Garros (Le Tampon) ont massivement rejoint leurs camarades de Jean-Joly (La Rivière).

Devant la foule rassemblée dans les jardins de la mairie,

Naucelle Robin (Union lycéenne), Armand Hoarau (Unsa), Lionel Millot (Snes-FSU) et Patrick Corrè (Sgepen-CGTR) rappellent les grandes revendications de cette journée de lutte. Le cortège met ensuite quelque temps à s'organiser avant de s'ébranler dans la rue des Bons-Enfants derrière une banderole fédératrice : « Tous ensemble sauvons le service public ».

Les jeunes ouvrent la marche, les uns portant des t-shirts. « Education abattue, lycéens dans la rue », les autres des pancartes plus explicites encore, « Education en promo, merci Sarko » ou « Vade retro Sarko ». Des jongleurs se joignent au mouvement.

« Education abattue »

Les adultes suivent avec comme toujours la CGTR pour assurer l'ambiance musicale. « Service public notre richesse », « Service minimum touche pas à mon droit de grève », « Halte à la saignée dans l'éducation », peut-on lire sur les banderoles tendues par les manifestants.

Au carrefour de la rue Victor Le Vigoureux, pas question de remonter vers la rue Marius et Ary Leblond, comme prévu avec la police. Les lycéens préfèrent prendre à gauche pour descendre sur le front de mer. Ce qui permet avec la pente de mesurer l'importance du cortège.

Sous un soleil de plomb, la boucle est rapidement bouclée et l'ombre bienvenue sous les arbres du jardin de la mairie. Les manifestants s'y attardent et l'organisation flotte un peu.

On fait le minimum

c'est suffisant, sachant que la plupart des parents ont choisi de ne pas envoyer leurs marmailles à l'école si son professeur faisait grève. Les enfants sans professeur se sont partagés entre des activités vélo ou sports collectifs.

Mais il faut reconnaître qu'on ne peut pas parler de succès pour ce service minimum, les agents municipaux n'étant pas en nombre suffisant pour accueillir l'ensemble des élèves.

A l'Entré-Deux, le service minimum n'en avait que le nom. Le maire, Bachil Valy, reconnaît qu'aucun effectif supplémentaire de personnel municipal n'a été détaché dans les écoles de la commune. Les mêmes agents déjà en poste toute l'année se sont chargés d'occuper les élèves sans professeur.

« On a compté beaucoup d'absences parmi les élèves, explique le maire. Comme il y a quand même des parents qui travaillent, nous avons proposé ce service pour les aider ».

S.F.



Près de 2 000 manifestants dans les rues de Saint-Pierre hier.

Faut-il poursuivre jusqu'à la sous-préfecture sachant que le sous-préfet Alain Gérard ne s'y trouve pas ?

Vers midi, le cortège aux rangs déjà moins fournis reprend finalement sa marche rue Archambaud. « Libérer nos camarades » scandent les lycéens, prévenus de quelques interpellations à Saint-Denis, en passant devant le commissariat.

Quelques audacieux escadent les grilles de la sous-préfecture, gardés par la police, pour planter un drapeau rouge et tendre une grande banderole invitant les jeunes à se lever pour défendre leurs droits. Ce sera le baroud d'honneur avant une dispersion dans le calme.



Y.B. Une manifestation très festive.

Réactions

■ Stéphane Mallot (Union lycéenne) : « La manifestation est une réussite, malgré l'approche du bac et les pressions de certains chefs d'établissement pour les empêcher de manifester, nous sommes très nombreux et cela va continuer si le gouvernement ne change pas de politique ».

■ Patrick Corrè (Sgepen-CGTR) : « Incontestablement la mobilisation est dans le Sud avec plus de 2 000 personnes dans la rue et un fort taux de grévistes dans les établissements pour protester contre le démantèlement de l'éducation nationale et la casse du service public. C'est

de bon augure pour les mobilisations qui ne manqueront pas de se développer ».

■ Lionel Millot (Snes-FSU) : « C'est une grande journée de manifestation avec beaucoup de lycéens et de professeurs dans la rue et un taux de grévistes dépassant 50% dans certains établissements. Le gouvernement aurait quand même intérêt à entendre ce que disent les jeunes et les fonctionnaires et à revenir sur les suppressions de postes ».

■ Armand Hoarau (Unsa) : « C'est une grande réussite puisqu'on atteint les 2 000 manifestants. C'est l'expression de l'inquiétude des

jeunes pour leur avenir et des fonctionnaires pour le service public. Nous sommes là pour dire au gouvernement qu'il y a une autre voie que celle du capitalisme. Face à la mondialisation, les jeunes viennent dire au gouvernement que la France doit rester la patrie des droits de l'homme que sont l'éducation et la santé ».

■ Benoît Blard (FCPE) : « Je reviens du congrès de la FCPE à Epinal où tout le monde a manifesté contre ce gouvernement qui prend des décisions sans aucune concertation. Quand Sarkozy a une idée le matin, elle arrive jusqu'à la loi sans que personne n'ait son mot à dire ».



Quelques audacieux ont escaladé les grilles de la sous-préfecture pour y planter le drapeau rouge.



A l'école Louis-Pasteur, deux animateurs du service des sports ont proposé des activités hier aux élèves sans professeur, peu nombreux il est vrai.

Un service minimum minimum serait tenté de dire. Hier, les communes de Saint-Pierre et de l'Entré-Deux - comme celles de la Plaine-des-Palmistes et de Salazie - ont voulu organiser ce service cher au gouvernement.

A Saint-Pierre, le service minimum n'a pas pu être proposé dans toutes les écoles. Ainsi, à Désiré-Barquissau (Ravine-Blanche), une affiche posée à l'en-

trée de l'établissement prévient les parents et les élèves que l'école est fermée en ce jour de grève. Pas de minimum à assurer donc.

A l'école Louis-Pasteur dans le quartier des Casernes en revanche, deux employés du service des sports sont là pour proposer des activités et une surveillance. Deux, ce serait peu si l'ensemble des 300 élèves de l'effectif étaient tous là. Mais

CHIFFRES DE LA MANIFESTATION

La DGCCRS tête de file

Toutes les fonctions publiques se sont largement mobilisées hier. Près de 4 000 manifestants ont été dénombrés, l'éducation, les impôts et la répression des fraudes constituant le trio de tête en terme de représentativité.

Au total, la mobilisation à la grève d'hier n'est pas spectaculaire. Entre Saint-Denis et Saint-Pierre, environ 4 000 manifestants ont été comptabilisés. Les différentes fonctions publiques se sont mobilisées avec une domination de la mobilisation de la DGCCRS, des Impôts et de l'éducation nationale.

Avec 64,71 % (chiffres de la Préfecture), la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRS) a connu la proportion la plus importante de grévistes.

La DDE ferme la marche

Talonnée par les services fiscaux avec 57,29 % selon la Préfecture. 58,80 % d'après le syndicat. « Les deux centres de Saint-Paul et de Saint-Pierre étaient fermés, précise Pascal Valiamin, secrétaire général du SNUI-Réunion. Un taux très élevé qui s'explique par le rejet d'une politique destructrice en terme d'emplois et surtout de service public. »

Sans surprise, l'éducation nationale a été également touchée par ce mouvement social avec un total de 44,58 % selon le Rectorat. Soit 50,31 % d'enseignants du 1^{er} degré, 46,25 % des enseignants du second degré et 32,98 % de personnels non enseignants (vie scolaire, contrats aidés et IATOSS). Ces chiffres ne prennent en compte ni les étudiants ni les lycéens pourtant bien représen-

tés dans le défilé. Pour le SNES-FSU, « la grève a été largement majoritaire dans le second degré.

Plus de 55 % des personnels enseignants, d'éducation et d'orientation soit près de 60 % des collégiés et un peu plus d'un lycéen sur deux. » Et de poursuivre : « Ce résultat montre la détermination de toute la profession à se battre pour la réussite des jeunes, le respect et la reconnaissance de leur métier. »

En queue de cortège et dans l'ordre décroissant : les douanes avec tout de même 25,61%, la Dass : 16,61%, les vétérinaires : 14,81%, le CHS de Saint-Pierre : 13,64%, le CHD de Saint-Denis : 9,64 % et la DDE qui comptabilise le taux de gréviste le plus bas avec 1,52 %.

La grève d'hier comptabilise aussi ses absents, parmi eux l'ONF, la Drac, la Drire, Jeunesse et sport et l'EDF.



Si l'éducation nationale a été largement représentée avec les enseignants, les parents d'élèves, les lycéens et les étudiants, toutes les fonctions publiques se sont mobilisées hier.



La manifestation s'est déroulée dans un esprit bon enfant.